

DEL2020-050



**MAIRIE DE PEYMEINADE**

**EXTRAIT**  
**du registre des délibérations du conseil municipal**  
**Séance du 23 septembre 2020**

| NOMBRES DE MEMBRES                |             |  |
|-----------------------------------|-------------|--|
| Afférents au<br>Conseil Municipal | En exercice | Qui ont pris part<br>à la délibération |
| 29                                | 29          | 29                                     |

**Délibération n° 2020-050 : Convention de répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques avec la commune de Grasse.**

Le conseil municipal de la commune de Peymeinade, dûment convoqué le 16 septembre 2020, s'est réuni le mercredi 23 septembre 2020 en salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Maire.

**PRESENTS :** M. Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE – Mme Catherine SEGUIN – M. Marc BAZALGETTE – Mme Catherine LE ROLLE – M. Michel DISSAUX – Mme Aleth CORCIN – M. Pierre FAURET – Mme Andrée MARCKERT – M. Jean-Luc FRANÇOIS – Mme Huguette LACROIX – M. Christian PERTICI – M. Jean-Michel BATTESTI – M. Emmanuel REDA – M. Gilles CHIAPELLI – M. Christian LEBÈGUE – Mme Odile DESPLANQUES – Mme Fabienne WALLON – Mme Nathalie SAGOLS – M. Yann GAMAIN (arrivé en cours de séance après l'appel des membres du conseil municipal) – M. Pierre-François DERACHE – Mme Laetitia INNOCENTI (arrivée en cours de séance après l'appel des membres du conseil municipal) – Mme Clarisse PIERRE – M. Gérard DELHOMEZ – Mme Sophie PERCHERON – M. Eric VIDAL – M. Didier MOUTTÉ.

**ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR :** Mme Evelyne HIRELLE – Mme Patricia DI SANTO – M. Joseph MATTIOLI.

**POUVOIR DE :** Mme Evelyne HIRELLE à Mme Catherine SEGUIN – Mme Patricia DI SANTO à M. Eric VIDAL – M. Joseph MATTIOLI à M. Gérard DELHOMEZ.

**SECRETAIRE DE SEANCE :** M. Pierre-François DERACHE

**DOMAINE : Affaires scolaires**

**RAPPORTEUR : Catherine LE ROLLE**

### **SYNTHESE**

Le Code de l'Education prévoit l'établissement de conventions pour la répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques entre les communes.

Une participation s'impose lorsque l'inscription dans une autre commune est justifiée par des contraintes liées à :

- L'obligation professionnelle des parents lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ou si la commune n'a pas organisé un service d'assistantes maternelles agréées ;
- L'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune.
- Des raisons médicales.

La convention entre la ville de Grasse et la ville de Peymeinade signée en juillet 2018 doit être reconduite pour l'année scolaire 2019 -2020 et les suivantes jusqu'en 2023.

Elle porte sur :

- Un accord de tarification réciproque pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires.
- En cas de garde alternée des enfants, la contribution financière sera de 50% pour la commune de résidence de chaque parent.
- Une tarification spécifique pour les élèves scolarisés dans les écoles de Valbonne Sophia Antipolis en section Internationale ainsi que pour les enfants scolarisés en CLIS.

La répartition des charges de fonctionnement relatives à la scolarité d'un enfant entre sa commune d'accueil et sa commune de résidence se fait par accord entre les parties concernées. Le tarif actuel en vigueur est de 683.12 € par élève de maternelle et primaire, de 951.31€ pour les classe ULIS (Unité localisé pour l'inclusion scolaire), et de 930,08€ pour les enfants en Section Internationale. Le relèvement annuel des participations se fait par référence à l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la fonction publique territoriale en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre.

C'est pourquoi il est proposé au conseil municipal d'approuver la convention de répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques avec la commune de Grasse et d'autoriser la signature de ladite convention.

Vu l'article L212-8 du Code de l'Education relatif à la répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques entre la commune d'accueil et la commune de résidence,

**Madame Catherine LE ROLLE expose au conseil municipal :**

Considérant que le Code de l'Education prévoit l'établissement de conventions pour la répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques entre les communes,

Considérant qu'une participation s'impose lorsque l'inscription dans une autre commune est justifiée par des contraintes liées à :

- L'obligation professionnelle des parents lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ou si la commune n'a pas organisé un service d'assistantes maternelles agréées ;
- L'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune.
- Des raisons médicales.

Considérant qu'un accord de tarification réciproque pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires est établi dans la convention,

Considérant que la participation financière à la scolarisation est fixée à :

- 683.12 € par élève de maternelle et primaire pour l'année scolaire,
- 951.31 € par élève des classes ULIS (Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire),
- 930,08 € par élève des classes en Section Internationale.

Considérant que dans une situation de garde alternée la contribution financière sera de 50% pour la commune de résidence de chaque parent,

Considérant que le relèvement annuel des participations se fait par référence à l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la fonction publique territoriale en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre,

Considérant que la convention prendra effet au 1<sup>er</sup> septembre 2019 et s'appliquera jusqu'à la fin de l'année scolaire 2023.

C'est pourquoi il est proposé au conseil municipal :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants hors commune.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention, et tous les documents s'y afférant.
- **DE DIRE** que les crédits sont inscrits aux budgets 2019 et suivants.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants hors commune.
- **D'AUTORISER** M. le Maire ou son représentant à signer ladite convention, et tous les documents s'y afférant.
- **DE DIRE** que les crédits sont inscrits aux budgets 2019 et suivants.

**VOTE : UNANIMITÉ**

Fait en séance, les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Peymeinade, le 23 septembre 2020

Le Maire,  
Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE

DEL2020-050

